

N°1 / 2019

Le magazine pour « lire et agir »

PERSPECTIVES

Femmes engagées

Pourquoi l'égalité est fondamentale pour un monde meilleur.

Égalité des chances pour les femmes

Pages 12-17

50 ans de campagne œcuménique

Pages 10-11



PAIN POUR LE PROCHAIN ACTION DE CARÊME

Chère lectrice, cher lecteur,

Voilà 50 ans qu' *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* œuvrent ensemble pour un monde plus juste. Une occasion de marquer le coup, assurément, mais pas de nous reposer sur nos lauriers pour autant. En effet, l'injustice régnant dans le monde entier empêche tout développement durable et égalitaire.

Il suffit de deux exemples pour illustrer cette injustice, nous rappelant que les inégalités restent criantes alors que le XXI^e siècle est déjà bien avancé. Dans le monde, ce sont les femmes qui cultivent les terres et les hommes qui les possèdent et, en Suisse, les femmes gagnent près de 20 % moins que les hommes pour un travail égal.

Les nombreuses femmes qui travaillent dans nos projets souffrent de l'injustice et de la discrimination. Pourtant, elles s'engagent inlassablement en faveur de l'environnement et des droits humains, semant l'espoir autour d'elles. Aussi entendons-nous, lors de la Campagne du jubilé de 2019, rendre hommage à ces actrices du changement, mettre l'accent sur leurs causes et leur travail et leur exprimer notre gratitude.

Une reconnaissance qui s'étend aussi à vous, chère lectrice, cher lecteur, qui soutenez les femmes et nos projets.



Bernd Nilles
Directeur d' *Action de carême*

Bernard DuPasquier
Directeur de *Pain pour le prochain*

6	Afrique du Sud L'agroécologie redonne l'espoir
9	En transition De chef étoilé à cuisinier antigaspillage
11	50 ans de campagne œcuménique « Le coeur a besoin des mains »
12	Dossier Un monde meilleur avec des femmes engagées
18	Elle sème l'espoir
21	« La Suisse est cruellement à la traîne par rapport à l'étranger »

Impressum

Publication Action de Carême et Pain pour le prochain, 2019
 Rédactrice en chef Pascale Schnyder (pst)
 Rédaction Colette Kalt (ck), Tiziana Conti (tc), Daniel Tillmanns (dt) Mise en page et réalisation Crafft Kommunikation, Zürich
 Travail sur les photos Schellenberg Druck AG, Pfäffikon Impression Druckerei Kyburz AG, Dielsdorf Tirages 6300 DE / 1300 FR / Parait Quatre fois par an Prix CHF 5.- par donateur/donatrice sont utilisés pour l'abonnement Contact Action de Carême, actiondecareme@fastenopfer.ch, 021 617 88 81, Pain pour le prochain, ppp@bfa-ppp.ch, 021 614 77 17



L'eau ne coule que deux heures par jour à Musonoi. Heureusement, les bidons n'ont pas toujours besoin d'être portés.



L'Amadiba Crisis Committee a gagné son procès devant la Cour de justice sud-africaine. Il n'y aura pas de mine sur ces terres.



Les Xincas du Guatemala ont finalement été reconnus comme une communauté autochtone.

Photos : Meinrad Schade, Philippa Mund, Colette Kalt

60-80%

des denrées alimentaires dans les pays du Sud sont produites par des femmes. Source : Rapport mondial sur l'agriculture

RDC – Suisse : regards croisés

L'extraction minière sous la loupe

Vendredi 22 mars, 19h30, Lausanne – Du travail de terrain en RDC à l'engagement politique en Suisse, trois femmes d'exception nous feront part de leurs visions et de pistes d'action sur les enjeux liés à l'extraction des matières premières et leurs conséquences sur les droits humains et environnementaux. Intervenantes : **Sœur Nathalie**, militante des droits humains en RDC et hôte de la campagne œcuménique 2019, **Manon Schick**, directrice d'Amnesty International Suisse et **Chantal Peyer**, responsable Entreprises et droits humains à *Pain pour le prochain*. www.voir-et-agir.ch/events



« La nourriture que nous jetons en Europe suffirait à rassasier deux fois toutes les personnes affamées de ce monde. » Tiré du film : Taste the Waste



Action roses

Coop s'engage

Le 30 mars prochain, des roses seront à nouveau vendues dans toute la Suisse à l'occasion de la Campagne œcuménique. Coop soutiendra cette action en fournissant ses roses Max Havelaar au prix coûtant. À partir du 2 avril et pendant une semaine, Coop vendra également des bouquets de roses qui apporteront chacun 50 centimes au profit de projets d'Action de Carême et Pain pour le prochain en RDC.

Colombie

Accord pour l'environnement

Les communautés de Cañaveral, Maco et Santa Rosa ont conclu un accord avec l'organisation Semillas de Agua pour protéger leur environnement. Ils vont reboiser, créer des zones de protection des sources d'eau et ne plus y faire paître leurs troupeaux afin de rétablir la faune sauvage. Ils n'utiliseront plus que d'anciennes semences locales, pratiqueront l'agriculture durable et se passeront de produits chimiques. Quant aux déchets, ils seront recyclés ou éliminés dans le respect de la nature.



La bonne nouvelle

Jugement historique

Afrique du Sud - Sur la base de la licence octroyée par l'État à la société d'exploitation de la mine de platine de Pilanesburg, la Haute Cour du nord-ouest avait ordonné l'expulsion des habitant-e-s de la région. Le Tribunal constitutionnel a toutefois révoqué cet ordre d'expulsion, considérant que la validité des droits d'exploitation minière octroyés à cette société ne pouvait entraîner la déchéance des droits légitimes des propriétaires sur leurs terres ancestrales ou des autres titulaires de droits sur les propriétés en question. Treize familles pourront ainsi rester sur les terres qu'elles avaient acquises en 1919.



Un ballon en or pour l'initiative

Les raffineries suisses transforment de l'or extrait en violation des droits humains et environnementaux. Malgré cela, le Conseil fédéral ne jure que par les mesures volontaires adoptées par le secteur de l'or.

Postulat

En 2015, le Conseil des États a accepté le postulat déposé par Luc Recordon (Les Verts, VD) pour charger le Conseil fédéral d'établir un rapport sur le négoce suisse de l'or. Il demandait ainsi au gouvernement, d'une part, de faire la lumière sur la provenance de l'or transformé en Suisse et d'identifier les minerais extraits en violation des droits humains et, d'autre part, d'adopter des mesures visant à empêcher l'or sale d'être importé en Suisse, puis raffiné.

La Suisse est l'une des principales actrices du commerce de l'or. En effet, plus de la moitié de l'or négocié dans le monde transite par notre pays qui abrite, par ailleurs, les principales raffineries. Une bonne nouvelle à première vue, mais la réalité est plus complexe. Dans les pays du Sud, l'extraction de ce métal précieux a systématiquement pour corollaire des violations des droits humains et la pollution de l'environnement. Cette situation déplorable a mené Luc Recordon, conseiller aux États, à demander au Conseil fédéral, il y a trois ans, d'établir un rapport sur le négoce de l'or, tâche dont le gouvernement s'est acquitté en novembre 2018. Le Conseil fédéral y dresse un tableau précis des risques inhérents au commerce de l'or et signale que ni la législation en vigueur, ni les règles volontaires du secteur privé, ne sont en mesure d'empêcher totalement que l'or importé en Suisse ne soit entaché d'infractions aux normes reconnues internationalement en matière de droits humains et de respect de l'environnement. Les sept Sages soulignent par ailleurs le caractère essentiel de la traçabilité, alors que les autorités douanières se contentent actuellement de l'indication du dernier pays par lequel l'or a transité, qui n'est souvent pas le pays d'extraction. Pour autant, le gouvernement ne propose pas de mesures efficaces, néglige la nécessité de revoir la législation et continue à ne jurer que par les normes volontaires adoptées par le secteur de l'or.

Des mesures attendues depuis longtemps

Le rapport du Conseil fédéral montre une fois de plus pourquoi il faut adopter de toute urgence une obligation de diligence et un régime de sanctions, comme le demande l'Initiative pour des multinationales responsables. Les

raffineries devraient être également tenues de publier les résultats de leurs vérifications et les noms tant des producteurs que des exportateurs. Par ailleurs, en plus de modifier la loi sur le blanchiment d'argent, l'ordonnance sur le contrôle des métaux précieux et la législation douanière, l'État devrait honorer son obligation de diligence et procéder à des contrôles réguliers afin de connaître la provenance de l'or et contrôler les conditions de production sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Enfin, il serait judicieux d'appuyer des projets de coopération au développement visant à améliorer ces conditions dans les mines artisanales.

Les organisations non gouvernementales réclament ces mesures depuis de longues années. En persistant à jouer la carte des normes volontaires, le Conseil fédéral prouve, une fois de plus, que les affaires l'important davantage que les droits humains. Pour reprendre le bon mot du professeur de droit pénal Mark Pieth, le Conseil fédéral n'a certes pas marqué un auto-goal, mais a tout de même adressé un ballon en or aux partisan-e-s de l'Initiative pour des multinationales responsables. — *Doro Winkler.*



Doro Winkler est responsable des Matières premières et droits humains chez *Action de Carême*. Elle a publié un rapport sur le lien entre exploitation de l'or et violation des droits humains au Burkina Faso.



Angel Dumisa dans son jardin potager avec sa fille Thobeka, dont le plat préféré sont les bettes braisées.

L'agroécologie redonne l'espoir

Thando Leto, expression zoulou signifiant « aime la terre », va comme un gant au groupe fondé par Angel Dumisa et d'autres femmes qui compte déjà plusieurs progrès à son actif.

« Le groupe me donne de la force. Comme nous sommes nombreuses à traverser la même situation, nous nous apportons mutuellement soutien et réconfort », explique Angel Dumisa, à la tête d'une famille de dix personnes. Depuis la mort de son mari parti en quête de travail, elle assume seule la charge de ses deux enfants. Elle accueille également les enfants de son frère et de sa sœur décédés ainsi que deux petites-nièces. Angel Dumisa mène une vie pénible. Elle se réveille à l'aube, fait du feu et prépare le repas pour toute la famille. Ensuite,

quand tout le monde est parti, elle nettoie, ramasse du bois et va puiser de l'eau dans un étang éloigné.

Les séquelles de l'apartheid se font encore ressentir

En 1967, pendant l'apartheid, des groupes entiers de personnes ont été déplacés, contraints de quitter leur région d'origine, qui était aussi la terre de leurs ancêtres. Les parents d'Angel Dumisa comptaient parmi les victimes de cette politique. Après avoir déclaré « zones

blanches » les terres fertiles bordant l'océan Indien près de Port Edwards, l'État y a fait construire un aéroport et une école secondaire. Les personnes déplacées ne se sont pas toutes bien intégrées dans la région de Fuleni, leur nouvelle demeure. À une telle distance de la mer, la terre est dure et sèche, et les villages n'ont pas accès à l'eau courante. La région jouxte la réserve d'Hluhluwe-Umfolozi, le plus ancien parc national d'Afrique du Sud. Le contraste est saisissant : les touristes nanti-e-s peuvent s'y rendre en voiture pour admirer les rhinocéros blancs, les lions, les éléphants, les buffles et les girafes, tandis que les femmes de Fuleni et leurs enfants n'ont jamais visité ce parc et risquent à nouveau de tout perdre. En effet, l'État sud-africain a octroyé une concession minière pour la région. Une mine de charbon est d'ailleurs déjà en activité de l'autre côté de la vallée et les gaz toxiques charriés par le vent balayent sans cesse les villages. La population ne reste pas pour autant les bras croisés et s'est jointe à une campagne exigeant l'inscription d'un droit de veto à de tels projets dans la loi.

Solidarité et projets d'avenir

Depuis le printemps, chacune des 16 femmes du groupe cultive un potager et y fait pousser des patates douces, du chou, des tomates, des carottes, des bettes, des haricots et des pommes de terre. Le secret de leurs jardins luxuriants malgré la terre très sèche ? Les techniques de culture agroécologiques qui permettent d'économiser l'eau et de se passer de pesticides. Désormais, ces femmes peuvent offrir une nourriture saine à leur famille et revendre leurs excédents, ce qui leur procure un revenu certes modeste, mais régulier, source d'un courage renouvelé. Dans le but de continuer sur leur lancée, leur prochain projet est de cultiver une grande parcelle communautaire pour vendre leur production aux écoles et offrir des repas sains aux enfants, au lieu des repas préparés et des en-cas qui figurent à l'ordinaire des cantines. Angel Dumisa et les autres membres du groupe ne s'en satisfont pas : « Nos enfants méritent mieux, c'est pourquoi nous nous battons. » — *Colette Kalt*



Votre don aidera les femmes de Fuleni à créer des jardins communautaires. CCP 10-15955-7

Une formation pour briser les préjugés

Avec le soutien de *Pain pour le prochain*, la Fair Wear Foundation dispense des formations permettant aux ouvrières du textile de parler en toute franchise à leur direction, d'égal à égal.

Deux mille femmes font la queue devant les portes de l'atelier de vêtements KS. Elles doivent toutes arriver à l'heure au travail. Les foulards et brassards de couleur indiquent si elles taillent le tissu, si elles sont couturières ou si elles emballent les produits. KS fabrique des vestes et des vêtements de sport pour des marques allemandes, dont l'une est membre de la Fair Wear Foundation (FWF). À ce titre, elle a un devoir de diligence particulier, car le Myanmar est un pays considéré comme un mauvais élève au niveau du droit du travail. Ce n'est que depuis l'ouverture politique du pays que les membres de la FWF ont le droit d'y faire

fabriquer leurs articles. La législation en matière de travail y étant encore rudimentaire et les salaires extrêmement bas, la Birmanie a vécu un important afflux d'usines de vêtements ces dernières années. À l'instar de KS, beaucoup de ces entreprises viennent de Chine. Or, aucun des jeunes managers chinois ne parle le birman, ni aucune des ouvrières le chinois. Les différences culturelles sont énormes et les conflits et grèves sont courus d'avance. Ce sont ces problèmes que la FWF entend résoudre en proposant une formation sur deux jours organisée avec l'appui de *Pain pour le prochain* et dédiée au droit du travail et

à la promotion du dialogue. L'équipe locale chargée de dispenser cette formation est composée d'une spécialiste de la médiation et de la communication non-violente et d'une juriste.

La communication, ça se pratique

En prélude à la formation, 100 ouvrières déléguées sont introduites aux droits fondamentaux du travail avant de former des groupes et de noter leurs problèmes sur un chevalet : manque de souplesse autour des jours de congé, heures supplémentaires, nombre de toilettes insuffisant, relations compliquées avec les managers chinois, vociférations incompréhensibles, objectifs de production trop ambitieux et faible nombre de mécaniciens. L'après-midi est consacrée à une séance préparatoire avec la direction chinoise au cours de laquelle les formatrices parviennent à déridier les managers et à les convaincre du bien-fondé de la formation. De leur côté, ces derniers se plaignent aussi. Selon eux, les ouvrières leur mentent concernant les absences non avalisées, elles ne sont pas assez productives et soigneuses, sont difficiles à gérer et s'attardent trop longtemps aux toilettes.

Le deuxième jour, les deux parties se rencontrent. Tout d'abord, on organise un exercice ludique au cours duquel une ouvrière doit décrire un dessin à un des managers. Ce dernier le décrit à son tour à un de ses homologues, qui doit dessiner ce qu'il a compris. Les rires que suscite le dessin détendent l'atmosphère et le résultat illustre à quel point il est difficile de communiquer. Tout le monde s'assoit ensuite par terre. C'est la première fois que managers et ouvrières se parlent d'égal à égal et se racontent leurs problèmes. Pour les ouvrières, cet exercice requiert du courage. Les compétences des formatrices et la participation active du PDG chinois permettent aux deux parties de réaliser que leur vision est souvent empreinte de préjugés ou qu'elle repose parfois sur des malentendus. Il est alors décidé de poursuivre le dialogue amorcé pendant une période de six mois avec l'aide de l'équipe de la FWF. « Pour résoudre les conflits, il faut se parler » résume le PDG chinois en guise de conclusion. — *Miges Baumann*



Baucoup d'entreprises textiles chinoises ont délocalisé leur production au Myanmar, où les droits du travail sont faibles et les salaires bas. La Fair Wear Foundation doit y prêter une attention particulière.



En faisant un don, vous nous aidez à améliorer les conditions de travail dans l'industrie textile.
CCP : 10-26487-1



Sœur Nathalie est coordinatrice au sein du Centre d'aide juridico-judiciaire (CAJJ).

« C'est à la population que doivent revenir les bénéfices de l'exploitation minière »

« Mon pays, la République démocratique du Congo, possède de grandes richesses dans son sous-sol. La région de Kolwezi, où le groupe suisse Glencore exploite deux gigantesques mines, recèle ainsi d'importants gisements de cuivre de haute qualité et d'autres minerais tels que le cobalt, le zinc, le plomb, l'or et l'uranium. Kolwezi est la capitale mondiale du cobalt. La demande actuelle de ce métal est très forte, car il entre dans la composition des batteries des voitures et vélos électriques.

Ces richesses dissimulent une profonde pauvreté. En effet, la majeure partie de la population n'a pratiquement aucun accès aux soins de santé, à l'éducation, à l'eau potable et à l'électricité. De plus, les routes se trouvent dans un état déplorable et l'exploitation des matières premières entraîne de graves conséquences : les habitantes et les habitants sont déplacés contre leur gré, tandis que les mines polluent l'air, le sol et l'eau. Malgré tout, aux yeux des compagnies, seuls comptent les profits tirés des précieux minerais.

J'occupe le poste de coordinatrice au sein du Centre d'aide juridico-judiciaire. Nous aidons les victimes des violations des droits humains, souvent impuissantes face aux multinationales comme Glencore, à se défendre et à faire valoir leurs droits. Dans l'ignorance de leurs droits, les habitant·e·s n'ont pas les moyens de lutter seul·e·s et ne disposent pas des ressources financières requises pour tenter une action en justice et obtenir réparation.

Nous organisons aussi des séances d'information et des formations. Nos partenaires suisses *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* nous aident à sensibiliser les communautés locales aux conséquences sociales et écologiques des projets miniers dans leur région. Nous luttons pour que la population obtienne une juste réparation quand les effluents des mines contaminent l'eau et les champs. Nous œuvrons aussi à la réhabilitation des sols, afin qu'ils puissent être remis en culture. Enfin, nous défendons les droits des communautés face aux autorités locales. Il s'agit d'un combat difficile, voire même dangereux, qui demande courage et détermination. Pour faire changer les choses, il est aussi nécessaire d'exercer des pressions internationales.

Les gisements de matières premières sont limités et finiront par être épuisés. Il est, dès lors, essentiel d'instaurer un dialogue constructif entre les communautés locales, les compagnies extractives et le gouvernement afin que les investissements dans l'industrie minière puissent contribuer au développement durable. Avec l'aide de nos partenaires suisses, nous exigeons des groupes miniers, tels que Glencore, le respect des normes environnementales et des droits humains. La réalisation de cet objectif nécessite l'adoption de dispositions légales contraignantes, tant au Congo qu'en Suisse, où Glencore a son siège. »

60%

du cobalt extrait dans le monde provient de République démocratique du Congo

0.09

médecin pour 1000 habitants, telle est la densité médicale en République démocratique du Congo, soit 47 fois moins qu'en Suisse

157^e

sur 173 : la RDC est en queue de classement des pays au niveau du budget qu'elle consacre à l'ins-truction publique

De chef étoilé à cuisinier antigaspillage

Chef cuisinier étoilé, Mirko Buri a fondé le premier restaurant antigaspillage de Suisse.

Issu du monde de la haute gastronomie, Mirko Buri a officié, dès son plus jeune âge, au sein d'établissements étoilés de renom, gravissant les échelons vers le sommet, avant de bifurquer vers une tout autre voie, ce dont il se félicite aujourd'hui. Assis devant son restaurant « Mein Küchenchef » un après-midi d'automne, le chef cligne des yeux face aux rayons du soleil. « Mein Küchenchef », installé à Köniz près de Berne, est le premier restaurant antigaspillage de Suisse. Mirko Buri y transforme les excédents alimentaires des environs en produits de qualité. « À l'heure actuelle, un tiers de la nourriture finit à la poubelle », explique-t-il. C'est le film « Taste the Waste » qui lui a ouvert les yeux sur cette problématique, lui qui n'avait pas vraiment la fibre verte auparavant. De plus, à la naissance de son fils, il a fait face à la difficulté de concilier haute gastronomie et vie de famille.

En quête de réorientation, il a fini par découvrir l'univers de l'antigaspillage et s'est implanté à Köniz. À ses débuts, il se rendait avec ses ami-e-s dans les champs moissonnés pour glaner des fruits et légumes. Ce souvenir est resté gravé dans sa mémoire : « Une heure nous suffisait pour récupérer plus de 200 kilos de carottes, de maïs, d'ail et de pommes », raconte-t-il. Il pelait et apprêtait ces fruits et légumes dans son salon, puis les transformait grâce à une technique particulière en délicieux plats préparés qu'il vendait sur le pas de sa porte et sur une boutique en ligne. Depuis lors, Mirko Buri a partiellement abandonné les plats préparés en raison de leur emballage plastique et créé un bouillon de légumes exempt d'huile de palme confectionné à partir d'excédents. Il travaille actuellement à la mise au point d'une mayonnaise végane à base de pommes de terre. Mirko Buri doit sans cesse tenir compte de nouveaux paramètres, mais c'est ce qu'il apprécie dans son travail. « L'univers de l'antigaspillage est vivant et diversifié ; j'apprends en permanence », souligne-t-il.



Mirko Buri n'a jamais regretté le passage de la haute gastronomie à une cuisine de qualité.

« Nous gaspillons souvent sans le savoir »

Aujourd'hui, les restaurants, magasins et boutiques en ligne consacrés à la lutte contre le gaspillage se multiplient. Mais même si ce thème gagne en visibilité, les habitudes ont la vie dure selon Mirko Buri : « Beaucoup n'ont même pas conscience de gaspiller de la nourriture. » C'est pourquoi il recommande à chacun-e de séparer les déchets alimentaires des autres ordures durant une semaine, et d'ensuite réfléchir à la manière de les réduire. Il conseille en outre d'autres chef-fe-s, des entreprises de restauration et des cantines quant à la manière d'éviter les déchets pour pratiquer une cuisine plus durable. Par ailleurs, il participe à des manifestations afin de sensibiliser le public à la thématique. Ce sera le cas le 13 avril prochain à l'occasion de la célébration des 50 ans de la Campagne œcuménique, où il préparera de la soupe sur la place de la gare à Berne. — *Pascale Schnyder*

www.mein-kuechenchef.ch

Recette antigaspillage par Mirko Buri

Petits pains aux restes de légumes

380 g restes de légumes réduits en purée
150 g lait
25 g beurre
20 g sucre cristallisé
8 g sel
15 g levure déshydratée
700 g farine
1 œuf
50 g noisettes finement hachées

Préparation:

- Faire cuire les restes de légumes (carotte, courge, céleri ou un mélange) dans de l'eau salée jusqu'à ce qu'ils deviennent tendres. Puis les égoutter et les réduire en purée.
- Ajouter le lait, le beurre, le sucre, le sel et la levure à la purée chaude et bien mélanger le tout.
- Incorporer la farine et pétrir vigoureusement à la main.
- Laisser reposer la pâte à couvert dans un bol pendant une heure.
- Former des pâtons de 120g, les badigeonner d'œuf et les saupoudrer de noisettes hachées.
- Enfourner les pâtons pendant 15 minutes à 140°C, puis poursuivre la cuisson pendant 10 minutes à 180°C.



Le thème de la campagne met en valeur les personnes qui se rassemblent pour changer le monde.

Ensemble avec des femmes engagées

La 50^e Campagne œcuménique braque les projecteurs sur les droits des femmes.

Dans le monde entier, les femmes sont le pilier de l'économie et de la société. Pourtant, elles sont sous-représentées et reçoivent, à travail égal, une rémunération inférieure à celle des hommes. Leur contribution est souvent peu valorisée. Or, ce sont généralement elles qui soutiennent le réseau social, qui s'occupent de l'agriculture familiale et qui prodiguent les soins. La Campagne œcuménique du jubilé 2019 a donc de bonnes raisons de mettre l'accent sur les femmes. Militantes valeureuses, elles défendent leurs droits et ceux d'autrui, luttent pour une économie au service de la vie et travaillent à l'avènement d'une nouvelle société. Cet engagement prend un sens particulier dans le secteur des matières premières, souvent synonyme de violations des droits humains, d'accaparement des terres et de pollution. Nos partenaires nous rapportent les conséquences catastrophiques de ce secteur pour les femmes et leurs familles : les actes de violence et les viols augmentent près des mines et des plantations. Des femmes du

Cameroun, de la RDC et des Philippines aborderont ces thématiques durant les manifestations au programme de la Campagne œcuménique. D'autres entreprises suisses sont également pointées du doigt en raison de leur mépris des droits humains et des normes environnementales. Il est essentiel que les entreprises soient tenues de procéder aux vérifications d'usage qu'exige l'Initiative pour des multinationales responsables.

50 ans, ça se fête !

La 50^e édition de la Campagne œcuménique rend aussi hommage à l'engagement passé et présent. Pour cet anniversaire, deux événements : l'exposition de 50 portraits de femmes, du Sud et du Nord (p.12 à 17) et la soupe de carême du 13 avril à Berne. Le chef étoilé Mirko Buri apprêtera des restes de nourriture pour les bénévoles des paroisses et donnera ainsi aussi un signal contre le gaspillage d'aliments (p.9). — *Lorenz Kummer*

Quatre manières de participer à la Campagne œcuménique



Soupe du jubilé

Le moment fort de la Campagne du jubilé (du 6 mars au 21 avril) sera la soupe de carême nationale offerte le 13 avril 2019 à la sortie du service religieux célébré à l'Église du Saint-Esprit à Berne. *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* expriment ainsi leur gratitude à toutes celles et ceux qui, durant les campagnes écoulées, ont organisé des soupes de carême dans les paroisses. Venez donc à Berne pour partager cette célébration avec nous.



Journée des roses

Le 30 mars 2019, des milliers de bénévoles des paroisses vendront des roses du commerce équitable au prix de 5 francs pièce. Le produit de cette action finance des projets d'*Action de Carême*, de *Pain pour le prochain* et d'*Être Partenaires*. www.voir-et-agir.ch/roses



Le pain du partage

Achetez un « pain du partage » dans l'un des 600 points de vente de Suisse : pour chaque pain vendu, 50 centimes seront versés aux projets de nos organisations. Vous trouverez les points de vente sur le site : www.voir-et-agir.ch/pain

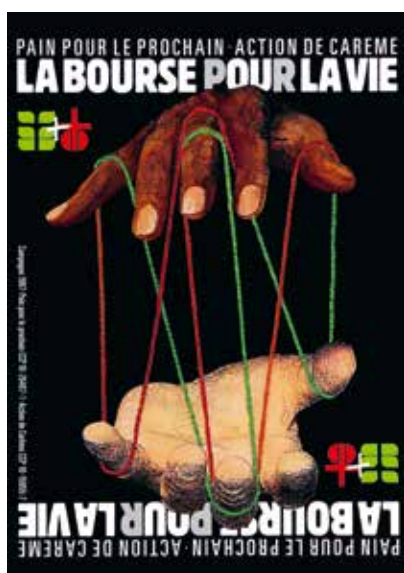


Groupes de jeûne

Durant la Campagne œcuménique, de nombreuses personnes jeûnent ensemble, notamment dans des groupes constitués au sein des paroisses. Cette démarche de recherche spirituelle et de renoncement a aussi une dimension solidaire. Vous trouverez des infos et des suggestions sur le site : www.voir-et-agir.ch/jeuner-ensemble

« Le cœur a besoin de mains »

Depuis 50 ans, *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* mènent des campagnes qui invitent à réfléchir et à agir.



saire. En 1973, *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* publiaient le premier numéro du célèbre calendrier qui devint, au fil des ans, la véritable image de marque de la campagne, avec ses réflexions pertinentes et ses informations détaillées. La gamme de pistes d'action ne cessant de s'élargir, les partenaires ont franchi le pas et se sont embarqués dans des projets ambitieux, comme la tecture de carême ou les cahiers liturgiques communs. Depuis 1976, paroisses protestantes et catholiques organisent ensemble, dans toute la Suisse, des soupes de carême qui sont, aujourd'hui encore, un symbole vivant de l'œcuménisme.

Agir sur les causes

Dès la première campagne, *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* mirent l'accent sur la sensibilisation de la population suisse. Elles se sont toujours employées à faire la lumière sur les raisons structurelles de l'injustice et de la pauvreté. Paix, environnement, droits humains, égalité des sexes, économie équitable et quête d'un style de vie durable sont les thèmes qui marquent la campagne depuis 50 ans. Des progrès remarquables ont été accomplis : qui aurait imaginé, dans les années 1970, que les bananes du commerce équitable feraient un tabac dans la grande distribution ? Ou qui aurait cru, après la polémique suscitée par la consigne de vote des deux organisations lors de la votation sur l'adhésion à l'ONU de 1986, qu'elles participeraient plus tard au lancement d'une initiative populaire sur la responsabilité des entreprises ? Il faut dire que *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* n'ont jamais reculé devant les sujets brûlants, ce qui leur a attiré les foudres de certains milieux. Si ces polémiques étaient déjà désagréables à l'époque, elles n'en ont pas moins contribué à forger le profil des deux organisations. Depuis 1969, *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* ont parcouru un long chemin. Les parallèles avec notre époque sont cependant nombreux : l'aide au développement est à nouveau sur la sellette et notre monde reste marqué par les injustices. C'est dire l'importance de la Campagne œcuménique pour continuer à sensibiliser l'opinion et à motiver les citoyen-ne-s à agir. « Le cœur a besoin de mains ». Ce proverbe n'a rien perdu de son actualité. — *Stephan Tschirren*

En 1968, les Églises étaient gagnées par le vent de renouveau qui soufflait sur le monde. Le Concile Vatican II et le Conseil œcuménique des Églises exhortaient les Églises à s'intéresser davantage au monde et à intervenir dans les sujets politiques. En même temps, l'enthousiasme de la population pour l'aide au développement était retombé. Il fallait se rendre à l'évidence : quelques années de coopération engagée ne suffiraient pas pour que les pays « sous-développés » – comme on les appelait alors – en finissent avec la pauvreté. C'est dans ce contexte que *Pain pour le prochain*, *Action de Carême* et *Swissaid* décidèrent, en 1969, de lancer une campagne d'in-

formation commune, répondant au besoin de sensibiliser davantage la population à l'aide au développement. Il n'était pas raisonnable que les chrétiens continuent d'aborder les « enjeux du Tiers-Monde » en ordre dispersé. Au lieu des traditionnelles images d'enfants au ventre ballonné, elles choisirent pour les affiches des questions qui nous interpellent encore aujourd'hui : « Que faut-il faire pour que 40 millions de personnes meurent de faim ? Absolument rien. » ou « Personne n'est affamé parce que nous mangeons trop, mais parce que nous ne réfléchissons pas assez ». Cette campagne fut le coup d'envoi d'une longue collaboration, dont nous fêtons aujourd'hui le 50^e anniver-

Dossier

Un monde meilleur avec





des femmes engagées

Au Nord et au Sud, ce sont avant tout les femmes qui prennent soin du tissu social, de la famille et de l'environnement. Aucun véritable changement de paradigme ne pourra dès lors avoir lieu tant que nous n'aurons pas revalorisé les activités d'aide et de soins, revu la division sociale du travail et assuré la participation des femmes à tous les niveaux du pouvoir.

Est-ce un pur hasard si la première femme à diriger le Fonds monétaire international a été élue en juillet 2011, soit tout juste deux ans après la survenue de la crise financière internationale, marquée par le sauvetage des banques à renfort de milliards de deniers publics et par la perte massive de crédibilité et d'intégrité morale essuyée par l'ensemble du secteur financier ?

Aux États-Unis, c'est en janvier 2009 que Barack Obama a nommé pour la première fois une femme, Mary Schapiro, à la présidence du régulateur boursier américain, quelques mois seulement après la faillite de la banque Lehman Brothers et le début de la récession mondiale. En février 2009, lors de la crise financière sans précédent traversée par le pays, l'Islande a, elle aussi, choisi d'être gouvernée par une femme, Jóhanna Sigurðardóttir, appelée à la fonction de première ministre.

La finance, chasse gardée des hommes

L'économie, et encore plus la finance, ont toujours été l'apanage des hommes, et ce partout dans le monde. Les femmes mentionnées ci-dessus ressortent du lot parce qu'elles sont des exceptions. Abstraction faite de leur compétences, si ces femmes ont été choisies par leurs institutions, c'est pour une raison bien précise : leur capacité à rega- >

gner la confiance de la population, dans le but de rétablir « l'ordre et la morale ». Si Christine Lagarde occupe encore son poste, les autres femmes ont, depuis lors, repassé la main à des hommes, leur présence n'étant plus requise une fois leur mission de « retour au calme » accomplie.

Utilisées comme des faire-valoir, ces femmes ne sont pas restées en fonction assez longtemps pour pouvoir instaurer dans la politique économique et financière des changements durables visant une justice sociale et une protection de l'environnement accrues – non que le sexe permette de préjuger de l'orientation politique d'une personne, comme le démontrent Margaret Thatcher ou Magdalena Martullo-Blocher. Dans une optique d'égalité, il est malgré tout primordial que des femmes occupent de hautes fonctions politiques et économiques et soient associées, comme les hommes, aux décisions de politique économique et financière. En effet, en raison de la division sociale du travail, les activités d'aide et de soins – notamment la prise en charge des enfants, des proches malades ou âgés et le bénévolat – sont dévolues aux femmes. Celles-ci n'ont donc pas les mêmes priorités ni les mêmes besoins que les hommes. Néanmoins, leur quotidien est déterminé par les décisions budgétaires prises par des hommes.

À qui va l'argent du contribuable ?

Fortes de ces observations, des économistes féministes se sont mises à examiner les budgets nationaux afin de déterminer les bénéficiaires des différentes dépenses publiques. Au milieu des années 80, la professeure d'économie australienne Rhonda Sharp a élaboré à cet effet un outil d'analyse sexospécifique, applicable notamment à l'échelle d'une commune, d'une université ou d'une Église. Cet instrument vise à examiner et à classer les recettes et les dépenses dans le respect du principe d'égalité. Aujourd'hui, il est utilisé dans différents pays comme l'Ouganda, l'Afrique du Sud et les Philippines. En Suisse, le canton de Bâle-Ville, par exemple, a mis en œuvre une approche de ce type en 2003. En outre, la Direction du développement et de la coopération ainsi que plusieurs paroisses protestantes s'intéressent, elles aussi, à l'incidence des économies et des dépenses sur le rapport entre les sexes.

L'exemple allemand de la « prime à la casse » illustre de façon frappante combien les hommes et les femmes ne bénéficient

« La discrimination demeure une réalité, que ce soit en raison du sexe, du statut d'apatride ou de l'appartenance ethnique. »

Leila

Psychologue et philosophe, Leila est à la tête de l'organisation libanaise Nadjeh. Sa mission consiste à sensibiliser les dirigeantes et dirigeants régionaux, nationaux et internationaux aux droits des réfugiés palestiniens. Elle tire sa motivation de son vécu de réfugiée palestinienne ainsi que de celui d'autres femmes dans la même situation. Elle prend également modèle sur une militante d'un camp de réfugiés palestiniens vouant sa vie à combattre l'injustice et la discrimination. Leila aspire à un avenir pacifique ainsi qu'à la fin des occupations à travers le monde. L'égalité et le respect des droits humains de chacun, et en particulier des femmes et des jeunes filles, sont ses principaux chevaux de bataille.



pas, dans la même mesure, des financements publics. Introduite au début de l'année 2009 en réponse à la crise financière, celle-ci avait vocation à sauver l'industrie automobile du pays. Les personnes qui souhaitaient se défaire de leur ancienne voiture afin de la remplacer par un nouveau modèle recevaient 2500 euros de l'État. Cette prime, d'un montant total de cinq milliards d'euros, a représenté la plus importante subvention individuelle de l'histoire de l'Allemagne. En plus d'accuser un lourd coût environnemental, cette mesure est révélatrice de la politique de genre du pays. De fait, 80 % des travailleurs de l'industrie automobile sont des hommes. Or, la même année, lorsque la faillite de la chaîne de grands magasins Hertie a entraîné la perte de 2600 postes, majoritairement occupés par des femmes, rien n'a été entrepris pour sauver ces emplois.

Les premières victimes de l'austérité

Les femmes et les hommes ne sont pas non plus égaux face aux conséquences des coupes budgétaires. Cet état de fait ressortait déjà clairement des programmes d'ajustement structurel menés à la fin des années 80. Incapables de rembourser leurs dettes contractées envers des créanciers internationaux, les pays du Sud ont été contraints par le Fonds monétaire international de réduire de façon draconienne leurs dépenses publiques. Ceci les a forcés non seulement à couper dans le budget de la santé et de l'éducation, mais aussi à restreindre le financement de la production agricole. Afin d'engranger des devises pour pouvoir honorer leurs engagements, ces États ont orienté leur agriculture vers la production de biens d'exportation. Or, pour les personnes qui préparent les repas quotidiens – généralement encore et toujours les femmes, et ce partout dans le monde –, l'abandon de la production de denrées alimentaires de base au profit de celle de marchandises telles que le coton, le café et les fleurs représente une catastrophe.

L'austérité, qui a franchi depuis longtemps les frontières des pays économiquement défavorisés, frappe les femmes à double titre. D'une part, la charge de travail liée à la prise en charge des enfants, des personnes malades et des aînés s'accroît à mesure que l'État délaisse ces activités ou n'est plus en mesure de les assumer. Ainsi, dans les hôpitaux, si la fourniture des repas ou le nettoyage de la literie et du linge ne sont pas ou plus assurés, ce seront les proches des malades qui devront s'en charger, à savoir

Etta Rosales

Politicienne défendant les droits humains, Etta Rosales a présidé la Commission philippine des droits humains de 2010 à 2015. Elle a œuvré à l'élaboration des lois sur les droits humains et lutte pour leur mise en œuvre. Très marquée par la détention et la torture dont elle fut victime sous la dictature de Marcos, elle s'engage afin de fonder la politique nationale sur les droits humains et les inscrire dans les mœurs, pour que les citoyen-ne-s puissent devenir acteurs et actrices du changement social. Elle a contribué à concrétiser une action collective à l'encontre de Marcos, reconnu coupable de violations massives des droits humains. En 2017, l'Alliance progressiste lui a décerné le Prix du courage politique.



« J'étais auparavant une jeune leader autoritaire et bornée, mais en prenant de l'âge, j'ai appris à écouter, à accepter la critique et à en tirer des leçons. »

leurs amies, mères, épouses, filles, tantes ou voisines, et ce sans percevoir de rémunération pour ce travail. D'autre part, les restrictions du budget social se répercutent généralement sur des emplois occupés par des femmes, qu'il s'agisse de postes d'institutrices, d'employées de bureau ou d'infirmières. En se déchargeant des prestations d'aide et de soins sur les ménages privés, l'État fait disparaître les sources de revenus de nombreuses femmes tout en contraignant celles-ci à accomplir davantage de travail non rémunéré.

« Je vau de l'or pour ma famille »

Un élément essentiel de l'analyse sexospécifique des budgets consiste à mettre en évidence le travail non rémunéré, qu'il s'agisse des tâches domestiques, de la prise en charge des enfants, des soins ou du bénévolat. À titre d'exemple, en 2013, en Suisse, les activités >

Ngai Pun

Professeure de sociologie à l'université de Hong Kong, Ngai Pun a publié plusieurs livres et articles sur la situation des ouvriers et ouvrières en Chine et défend avec ardeur la cause des travailleuses et travailleurs migrants dans le monde. Le mouvement étudiant de la place Tiananmen en 1989 et les incendies d'usines en 1991 et 1993 dans le sud de la Chine ont été à l'origine de la fondation de SACOM et de son engagement en faveur des droits des travailleurs. Avec l'aide du réseau de femmes Chinese Working Women Network, elle œuvre à dénoncer les violations du droit du travail et combat ces abus sur le terrain. Elle tire sa force et sa motivation du nombre croissant d'élèves, d'étudiant-e-s et de jeunes qui se joignent au mouvement ouvrier afin de lutter pour un avenir postcapitaliste.

liées à la préparation des repas équivalaient à elles seules à 72 milliards de francs, soit plus que la valeur ajoutée brute de l'ensemble du secteur financier. Ces tâches quotidiennes, essentiellement accomplies par des femmes et invisibles sur le plan économique, constituent l'épine dorsale de notre société. En effet, nul ne peut vivre sans aide. Il est illusoire, et même dommageable pour la société, de considérer qu'un individu seul pourrait pourvoir entièrement à ses propres besoins. Malgré tout, le travail d'aide et de soins continue à être transféré vers la sphère privée. Il est alors pris en charge par une épouse ou une mère « aimante ». Dans le monde, il n'y a qu'en Europe que les tâches domestiques sont à ce point entourées d'une aura romantique. Mariée depuis 30 ans et mère de huit enfants, Kpagnéro Dafia, 46 ans, s'exprime sans détour à ce sujet : « Le travail que j'accomplis pour mon mari et mes beaux-parents équivalait à une petite fortune. » À la tête d'une famille de 18 personnes, cette Béninoise commence sa journée à 5 heures du matin pour ne s'arrêter qu'à minuit. « En participant à des cours d'alphabétisation, j'ai pris conscience de la valeur des tâches domestiques que j'accomplis. J'apporte une contribution essentielle à mes proches, pour ne pas dire que je fais vivre l'entreprise », ajoute-t-elle.

Action de Carême et Pain pour le prochain aident leurs partenaires philippin et hondurien Cerd et Anafae à adopter une approche centrée sur les ménages, caractérisée par l'égalité de considération du travail rémunéré et non rémunéré. Dans ce cadre, les hommes et les femmes élaborent ensemble le budget du ménage et s'informent mutuellement des futures dépenses et rentrées d'argent. Cette démarche revoit le modèle classique dans lequel l'homme est le chef de famille et permet d'analyser le partage des tâches en faisant abstraction des rôles traditionnels. Sa finalité est aussi de déterminer les tâches accomplies par chacun-e et d'indiquer si la division du travail est équitable. Elle tient compte non seulement du travail rémunéré, mais aussi des activités réalisées pour le bien de la famille et dans l'intérêt général. Les hommes sont souvent amenés à reconnaître que les tâches domestiques représentent des activités difficiles et diverses qu'ils n'appréciaient pas à leur juste valeur. Cette prise de conscience entraîne généralement une profonde modification du système familial.

Approche holistique de l'économie

Il est également nécessaire de modifier en profondeur la participation des femmes à la gestion des ressources comme la terre, que

« Je marche sur les traces de toutes les ouvrières militantes de Chine, luttant à leurs côtés pour instaurer des conditions de travail équitables. »



les parcelles appartiennent à une famille ou soient exploitées par une communauté. Dans les pays du Sud, bien que les femmes produisent, transforment et écoulent encore 60 à 80 % des denrées alimentaires, seuls les hommes peuvent accéder à la propriété foncière et en disposer. Lors d'un atelier organisé par *Pain pour le prochain* sur l'accapement des terres en Sierra Leone, les participantes ont témoigné : « Nos maris ont cédé nos terres sans nous consulter, ce qui nous a plongés dans la misère. » En joignant leurs forces, ces femmes sont néanmoins parvenues à faire annuler la vente des terres de leurs maris, ce qui témoigne qu'il n'est pas vain de s'unir pour lutter et chercher de nouvelles solutions (cf. p. 7).

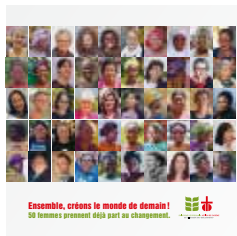
L'approche de l'épargne collective appliquée en Afrique, en Asie et en Amérique latine par *Action de Carême* se fonde, elle aussi, sur la solidarité communautaire : des femmes se regroupent dans le but d'améliorer leurs conditions de vie. Lors de rencontres régulières, elles versent l'argent qu'elles sont capables d'épargner dans une cagnotte. Ensuite, elles gèrent collectivement ce capital, qui s'étoffe petit à petit. Quand elles traversent des difficultés financières, les membres du groupe peuvent demander un emprunt sans intérêt et déterminer elles-mêmes l'échéance du remboursement, ce qui garantit que ce crédit ne générera pas de dettes supplémentaires.

Sans entraide, nous serions incapables de vivre et le tissu social se déliterait. Il est donc crucial que la politique et les décisions budgétaires soient guidées par cette réalité. Toutefois, la solidarité ne saurait se confiner à l'entourage proche. Elle doit non seulement dépasser les frontières nationales, mais s'étendre aussi à la protection de notre environnement. La revalorisation du travail d'aide et de soins est l'occasion idéale de revoir la finalité de l'ensemble de notre économie pour transformer notre système capitaliste – axé sur la maximisation des bénéfices, l'exploitation des travailleurs et travailleuses et l'extraction des ressources naturelles – en une économie domestique qui accorde à nouveau la priorité aux êtres humains et à la nature. De la sorte, les femmes ne seraient plus cantonnées à la mission de rétablir l'ordre après le chaos et deviendraient les actrices d'une économie et d'une société plus humaines et plus justes, au service de chaque être humain. — *Tina Goethe, Colette Kalt, Pascale Schnyder*

« Soit nous laissons les mines s'implanter et mourons empoisonné·e·s, soit nous résistons et mourons sous les balles. »

Nonhle Mbuthuma

Nonhle Mbuthuma est agricultrice et guide touristique sud-africaine. Porte-parole du comité de crise d'Amadiba, elle lutte contre la mine d'ilmérite projetée par une société australienne dans sa région, laquelle entraînerait la destruction d'environ 22 km de plage naturelle. En 2005, elle a assisté aux travaux de prospection réalisés sur ses terres ancestrales au moyen de trépan et de véhicules tout terrain, et ce sans que la population en ait été avertie. Depuis lors, elle n'a épargné aucun effort pour éviter que sa région ne soit spoliée. Nonhle Mbuthuma a réussi, avec l'aide de son organisation, à empêcher pendant dix ans les activités minières le long de la côte d'Amadiba. Ce succès a un coût élevé : deux gardes du corps ne la quittent pas d'une semelle en raison des multiples menaces proférées contre elle.



Plus d'infos

Ces quatre femmes et d'autres sont présentes dans une brochure que *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* publieront à l'occasion du 50^e anniversaire de la Campagne oecuménique, présentant le remarquable travail de femmes engagées dans nos pays partenaires ainsi qu'en Suisse. www.voir-et-agir.ch/50-portraits

Elle sème l'espoir

Dans une région sèche du département colombien de Tolima, Claudina Loaiza œuvre à la préservation des semences, dirige la communauté indigène locale et lutte pour l'indépendance des femmes.



Le jardin de Claudina Loaiza est une précieuse banque de semences.

Claudina Loaiza vit dans une municipalité de Colombie du nom d'Agua fría, ce qui signifie « eau froide ». Or, voilà déjà longtemps que la région n'a plus d'eau, les dernières précipitations remontant à environ dix mois. Comme les autres habitant-e-s, Claudina Loaiza attend la pluie. Cependant, par contraste avec les terres jaunies de son voisin, la ferme de Claudina Loaiza est encore très verte, car elle sait comment ménager cette ressource précieuse qu'est l'eau. Experte en culture et en gestion de l'eau, cette Colombienne remplit la mission de gardienne de semences. Pour le compte de plusieurs communautés indigènes de la région, elle entepose les semences de cultures traditionnelles telles que le maïs, le haricot et la tomate, et procède à des échanges avec d'autres gardiennes afin que chacun-e puisse disposer d'un large choix.

Claudina Loaiza était auparavant productrice de chicha, une boisson fermentée au maïs. Au début des années 2000, la pénurie de maïs local l'a contrainte à acheter du maïs industriel. Cependant, les grains ne fermentaient pas, ce qui rendait la production impossible. L'évidence s'est alors imposée à elle : « Ce maïs transgénique est mauvais pour la santé ! Nous devons défendre et préserver nos variétés traditionnelles. »

Gardienne de semences

Depuis son expérience avec la chicha, Claudina Loaiza s'est engagée en faveur de la préservation des semences. Cette problématique ne se limitait pas au maïs, mais touchait aussi d'autres cultures traditionnelles peu à peu supplantées par les variétés industrielles. Les semences ont toujours occupé une place importante dans la vie de Claudina Loaiza. Petite, elle ne pouvait pas fréquenter l'école comme ses frères, aussi a-t-elle commencé à collecter des graines. « Aujourd'hui, ma ferme est devenue une banque de semences. Je conserve les graines et je les utilise pour produire des plantons », explique-t-elle fièrement. De plus, sa ferme sert aussi de lieu de recherche et d'enseignement. Les personnes intéressées peuvent y apprendre davantage sur les méthodes de production et les systèmes de collecte d'eau. Elle est heureuse de transmettre ses connaissances sur l'agriculture et sur la manière de prolonger l'utilisation de l'eau recueillie pendant la brève saison des pluies. Son savoir, elle l'a hérité de ses ancêtres et le tire également de sa propre expérience. En outre, elle a suivi une formation à l'école d'agriculture de l'ONG colombienne Grupo Semillas. Désormais, elle enseigne dans ce centre et accueille des cours sur sa ferme.

Soutien des femmes et des communautés indigènes

L'engagement de Claudina ne se limite pas aux semences. En tant que dirigeante communautaire, elle lutte pour l'indépendance des femmes et le dit avec conviction : « Il est essentiel à mes yeux que les femmes génèrent leurs propres revenus afin de ne plus dépendre des hommes. » Dans ce but, elle apprend aux femmes à fabriquer des matelas, des sacoches et autres objets à partir de plantes locales. Alors qu'elle n'a pas pu fréquenter les bancs de l'école quand elle était enfant, Claudina Loaiza est aujourd'hui devenue une enseignante fière de ce qu'elle a accompli et des fruits que donnent les semences qu'elle a plantées au cours de sa vie. — Mischa von Arb



Agatha Killeng lutte pour la préservation des terres autour de son village natal.

Elle lutte contre l'huile de palme

Malgré l'omniprésence des palmeraies autour du village de Mbongo, Agathe Killeng et ses compagnes de lutte poursuivent leur combat pour les droits et les moyens de subsistance de la population.

Membre de la Synergie nationale des paysans et riverains du Cameroun (Synaparcam), Agathe Killeng s'exprime sans ambages lorsqu'elle parle de la société qui possède les plantations jouxtant son village natal : « Ce que nous fait subir la Socapalm est innommable. Ma mission consiste à lutter contre tous les problèmes générés par l'entreprise, tels que la discrimination et le viol. »

La Synaparcam accuse la Socapalm d'avoir constamment bafoué les droits de la population locale. Selon l'association, l'entreprise n'a cessé d'accaparer des terres, allant jusqu'à assécher les marécages aux alentours du village pour y installer des palmeraies, ce qui a privé les villageois-e-s de l'espace nécessaire pour assurer leur subsistance. En outre, la Synaparcam rapporte que les produits chimiques répandus sur les plantations et déversés par l'usine d'huile de palme polluent le sol, l'eau, et même l'air. « Il nous est impossible de vivre privés de terres et d'eau. La Socapalm nous a tout pris », déplore Agathe Killeng.

« Ils ont cherché les noix de palme jusque dans la cuisine »

Maman Agathe, comme tout le monde l'appelle, exploite seule trois hectares de palmeraies. Elle dénonce le fait que les paysan-ne-s ne peuvent pas écouler librement leurs récoltes, même lorsqu'ils sont propriétaires de leurs terres : « La Socapalm nous force à livrer l'intégralité de nos récoltes à leur usine ». Qui plus est, les personnes qui souhaitent transporter des noix ou de l'huile déjà transformée en dehors de la concession de la Socapalm doivent demander une autorisation. Le simple fait de consommer leurs propres noix peut exposer les villageoises à des ennuis. Une femme vivant aux abords immédiats des plantations en a fait l'amère expérience. Maman Agathe relaie son témoignage : un jour, en l'accusant de vol sur les plantations de la firme, les agents de sécurité de la Socapalm se sont emparés des noix de palme qui étaient en train de mijoter sur sa cuisinière. Par ailleurs, une famille nombreuse a été contrainte de signer un accord qui lui interdit de continuer à transformer des noix de palme, alors que la quantité d'huile fournie en contrepartie par la Socapalm est loin de suffire à couvrir ses besoins.

Les femmes sont frappées de plein fouet par cette situation, car ce sont elles qui veillent à ce que leurs enfants et leur famille reçoivent de la nourriture en suffisance. C'est ce qui a poussé une cinquantaine de villageoises de la région à rejoindre le groupe de femmes local de la Synaparcam. Les participantes, qui se réunissent régulièrement chez Maman Agathe – responsable du groupe – sont résolues à ne pas rester les bras croisés. Elles exigent que la Socapalm leur restitue les petites parcelles qui assuraient leur subsistance. Dans cette optique, elles participent à des manifestations et à des actions dirigées contre la firme et apprennent à transformer et à vendre d'autres produits tels que le manioc, les arachides et les mangues avec l'aide du réseau RADD, partenaire de *Pain pour le prochain*. Une façon pour les femmes de Mbongo de réduire leur dépendance envers la Socapalm tout en améliorant leur situation financière et leur autonomie.

— *Stephan Tschirren*

Nos actions

Dans divers pays et contextes, *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* militent pour les femmes et leurs droits.



Droits pour les travailleuses migrantes

Avec le soutien de *Pain pour le prochain*, le Chinese Working Women Network (CWWN) défend les travailleuses migrantes chinoises et leur explique leurs droits dans ses centres de formation. Cette tâche devient toujours plus difficile en raison de la répression gouvernementale, CWWN a créé des plateformes virtuelles qui permettent aux femmes d'échanger et de s'informer non seulement sur leurs droits, mais aussi sur des sujets de la vie courante.

Stop à l'accaparement des terres

Au Cameroun, le Réseau des acteurs du développement durable (RADD), soutenu par *Pain pour le prochain*, accompagne des femmes dans leur lutte contre les palmeraies industrielles dont elles sont les principales victimes. Elles perdent l'accès à la terre et à la forêt, base de leur subsistance, mais sont également contraintes de travailler dans les plantations, où l'exploitation et la violence sexuelle sont monnaie courante.

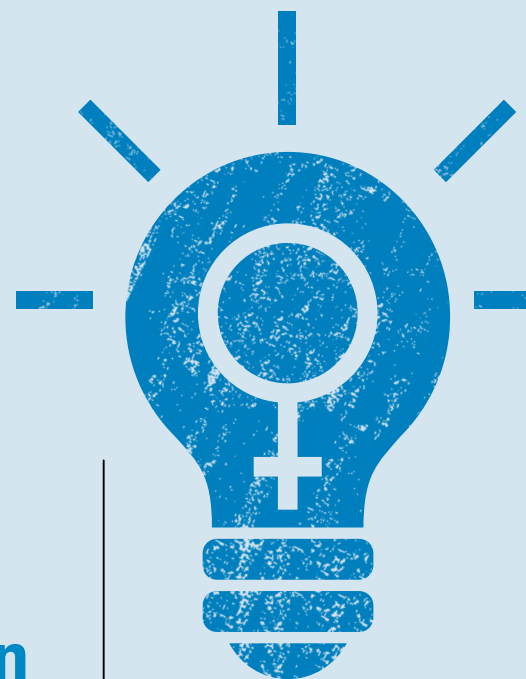
Contre la stigmatisation

Au Népal, de nombreuses femmes souffrent de prolapsus de l'utérus, un mal dû à des grossesses rapprochées et à l'exécution de travaux pénibles. Ces femmes sont victimes de stigmatisation et d'exclusion. Women's Reproductive Rights Programme (WRRP), un partenaire d'*Action de Carême*, réalise un travail d'information et de prévention pour sensibiliser les femmes et les hommes à cette problématique. Il prodigue aussi des soins médicaux aux patientes. Ce programme, qui atteint plus d'un tiers de la population, est désormais intégré dans les offres de prestations de santé publique de l'État.



À propos :

Vous trouverez de plus amples informations sur le travail de *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* sur les sites : www.painpourleprochain.ch/projets et www.actiondecareme.ch/projets



Projets de femmes

Au Guatemala, *Action de Carême* collabore avec Fundatierra pour aider des communautés à rendre leurs communautés habitables et mettre en place des structures villageoises opérantes. Fundatierra accompagne les femmes réalisant leurs propres projets : magasin communautaire, production de plantes médicinales ou création de groupes d'épargne. En assumant ces nouvelles responsabilités, les femmes prennent davantage confiance en elles-mêmes, s'émancipent et assument leur rôle de compagne et de mère sur un pied d'égalité. Une aubaine pour toute la communauté !

« La Suisse est cruellement à la traîne par rapport à l'étranger »

Dans cet entretien, la célèbre économiste féministe Mascha Madörin explique pourquoi l'égalité sera impossible tant que le travail non rémunéré restera écarté des débats.

L'égalité entre les femmes et les hommes est inscrite dans la Constitution fédérale depuis 1981. Trente ans plus tard, quel est le bilan ?

L'article sur l'égalité a entraîné d'importants changements législatifs. Ainsi, les femmes se sont vu reconnaître bien plus de droits en matière de mariage et de divorce, et leur rôle au sein du ménage a été revalorisé. En outre, elles ont davantage accès aux mandats publics, ce qui a nettement amélioré leur représentation au sein des parlements et des gouvernements. Elles bénéficient également de meilleures perspectives professionnelles. Enfin, plusieurs lois ont été adoptées pour lutter contre la violence à l'encontre des femmes, ce qui leur assure une meilleure protection.

Existe-t-il aussi des zones d'ombre ?

Oui, c'est certain. Les structures de la vie quotidienne n'ont pas suffisamment évolué en faveur des femmes. Ainsi, la Suisse est l'un des pays dans lesquels la répartition des salaires selon le sexe est la plus inégale. Cette situation s'explique non seulement par l'écart salarial, mais aussi par la division sociale du travail. À l'heure actuelle, les femmes effectuent le même nombre d'heures de travail que les hommes. Or, une grande partie de leurs activités (s'occuper des enfants, tenir le ménage ou soigner un proche) ne sont pas rémunérées. Si l'on tient

compte de l'ensemble de ces facteurs, il en ressort que les femmes subissent une perte de revenus de plus de 100 milliards de francs, soit environ trois fois le budget total alloué par la Suisse à l'instruction publique.

Comment expliquer cette situation ?

La Suisse est à la traîne dans le domaine de l'accueil de la petite enfance et des soins de longue durée. Dans notre pays, les ménages financent 60 % des soins de santé : même les États-Unis affichent de meilleurs chiffres. Cet état de fait pousse les habitant-e-s à accomplir de nombreuses tâches par leurs propres moyens, ce qui est particulièrement le cas des femmes, ou à recourir à de la main-d'œuvre bon marché, en provenance notamment des pays de l'Est. À elle seule, l'aide informelle que les femmes apportent à leurs connaissances et à leurs proches dans d'autres ménages (garde des enfants, soins, etc.) représente une charge de travail comparable à celle assumée par l'ensemble des administrations fédérales, cantonales et communales. De surcroît, l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes s'élève en moyenne à 17 %. Supposons dès lors qu'une femme travaille à temps plein et que son mari reste à la maison. Elle devra travailler un jour de plus par semaine pour percevoir les mêmes revenus. Dans les familles avec des enfants où l'on manque

déjà de temps et d'argent, cette situation pousse les femmes, pour des raisons économiques, à accomplir plus de travail non rémunéré et moins de travail rémunéré que les hommes.

Selon vous, quelles solutions s'imposent ?

Il est temps que la Suisse adopte un système de soins de longue durée efficace ainsi que des régimes d'assurance dignes de ce nom, mais aussi qu'elle ouvre davantage de crèches à tarifs modérés. Il s'agit de la seule solution qui permette aux femmes de réduire leur charge de travail en vue d'exercer une activité professionnelle. Nous devons alors nous attaquer à la question de l'inégalité salariale : comment expliquer que les employé-e-s des établissements médico-sociaux et des crèches soient moins payé-e-s que les personnes travaillant au guichet des banques ? Comment justifier que, dans un pays aussi riche que la Suisse, tant de personnes doivent travailler gratuitement et bénévolement ? Pourquoi un travail d'une telle importance pour la société n'est-il pas rémunéré ? Ces questions méritent d'être débattues.

La situation est-elle meilleure ailleurs ?

Les pays scandinaves et la France disposent d'une très bonne offre de crèches publiques et de soins de longue durée. Au Danemark, l'État doit pourvoir à l'ensemble des tâches >



L'État devrait se décider à améliorer financièrement les structures d'accueil pour les enfants, qui sont encore essentiellement tenues par des femmes.



Mascha Madörin est économiste et politologue. Depuis 25 ans, elle s'intéresse aux différents aspects de la théorie et de l'analyse économique féministe, s'intéressant particulièrement aux secteurs des services d'utilité publique et des soins. Après avoir séjourné au Mozambique en tant que chercheuse et professeure d'université, elle a travaillé au sein de d'organisations non gouvernementales, telles que le Mouvement anti-apartheid de Suisse alémanique et l'Action Place financière Suisse. www.maschamadoerin.ch

domestiques des personnes dépendantes, qu'il s'agisse des courses, de la lessive, de la cuisine ou du nettoyage, tout en associant les familles à la recherche de solutions. Lorsque quelqu'un tombe malade, un service public détermine le type d'aide nécessaire et désigne la personne qui la fournira. Si un proche se propose, il recevra une compensation de salaire, les prestations attendues étant clairement définies.

L'exemple du modèle appliqué en Argentine pendant la grande récession des années 90 est également édifiant : des millions de femmes, qui s'étaient organisées pour mettre sur pied des cantines communautaires et des garderies, ont été rémunérées par l'État au titre des services d'utilité publique. Malheureusement, ce programme a été abandonné lors de la reprise économique, ce qui a fait rebasculer ces tâches auparavant rémunérées dans le secteur informel.

De même, il serait possible en Suisse que l'État rétribue l'investissement collectif des femmes dans le cadre, par exemple, de groupes de jeux et d'accueil à midi. Le financement des services collectifs d'utilité publique permettrait non seulement de resserrer les liens communautaires et d'améliorer l'autogestion, mais aussi de revaloriser grandement les activités de soins et d'améliorer les perspectives salariales des femmes.

Vous avez été l'une des premières femmes économistes de Suisse. Aviez-vous des modèles qui ont guidé votre parcours ?

Sur le plan personnel, il y a sans aucun doute ma mère. Quand j'étais petite, elle me racontait déjà qu'elle n'était pas traitée de la même façon que ses frères. Elle traduisait toujours ces différences de traitement en termes d'argent, de loisirs, d'éducation et de droits successoraux, ce qui m'a amenée à apprendre à compter très tôt. Sur le plan professionnel, les travaux de recherche que j'ai menés au Mozambique ont été déterminants. Ma directrice de recherche, une sociologue féministe membre du Congrès national africain, m'a énormément inspirée. En Suisse, pendant les années 70, j'ai découvert des concepts et outils qui permettent d'analyser les relations de genre. Nous examinions alors des questions qui, aujourd'hui encore, restent des objets de recherche marginaux en Suisse.

— *Propos recueillis par Pascale Schnyder*